



**PRÉFET
COORDONNATEUR DE BASSIN
RHÔNE-MÉDITERRANÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Lyon, le **16 SEP. 2020**

DÉCISION n° 201 du 15 septembre 2020

**RELATIVE À
RENOUVELLEMENT DE L'HABILITATION DE LA SOCIÉTÉ CTC ENVIRONNEMENT POUR LA
RÉALISATION DE DIAGNOSTICS DE FONCTIONNEMENT SUR SITE SUR LES DISPOSITIFS DE SUIVI
RÉGULIER DES REJETS ET DE MESURE DE POLLUTION ÉVITÉE PAR UN OUVRAGE DE DÉPOLLUTION**

**Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,
préfet du Rhône,
préfet coordonnateur de bassin Rhône-
Méditerranée
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L213-11, L213-11-1 et R213-48-34 ;
- Vu l'arrêté modifié du 21 décembre 2007, relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2020-97 du 15 mai 2020 portant délégation de signature à M Jean-Philippe DENEUVY, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes en matière attributions générales ;
- Vu l'arrêté du 18 mai 2020 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;
- Vu la note technique du 23 août 2016 relative aux modalités d'habilitation des organismes pour la réalisation de diagnostics sur site de dispositifs métrologiques utilisés pour le calcul des redevances pour prélèvement sur la ressource en eau et pour pollution non domestique de l'eau perçues par les agences de l'eau ;
- Vu la demande de renouvellement de l'habilitation présentée par la société CTC Environnement en date du 15 mai 2020 ;

- Vu l'avis favorable de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse en date du 7 septembre 2020 ;

- Considérant que la société CTC Environnement dispose d'équipes compétentes et formées, d'outils appropriés, dans le cadre d'un système de management certifié,

DÉCIDE

Article 1^{er} : Objet

La société CTC Environnement, sise à LYON (69) est habilitée pour la réalisation de diagnostics de fonctionnement sur site portant sur les dispositifs de suivi régulier des rejets et de mesure de la pollution évitée par un ouvrage de dépollution en vue de l'établissement de la redevance pour pollution de l'eau.

Article 2 : Durée de validité et champ d'application

L'habilitation est prononcée pour une période de trois ans, renouvelable selon la même procédure. Elle est applicable dans les circonscriptions de toutes les agences de l'eau. Elle est applicable sur les départements de l'Ain (01), de l'Ardèche (07), des Bouches-du-Rhône (13), de la Côte d'Or (21), du Doubs (25), de la Drôme (26), du Gard (30), de l'Hérault (34), de l'Isère (38), du Jura (39), de la Loire (42), de la Haute-Loire (43), du Puy-de-Dôme (63), du Bas-Rhin (67), du Haut-Rhin (68), du Rhône (69), de la Haute-Saône (70), de la Saône-et-Loire (71), de la Savoie (73), de la Haute-Savoie (74), du Var (83), du Vaucluse (84) et du Territoire de Belfort (90).

Article 3 : Publicité

La présente décision sera notifiée à son bénéficiaire. Elle sera également publiée sur le site internet du bassin à l'adresse suivante : <http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/habilitations/>

Article 4 : Délais et voies de recours

La présente décision pourra faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de sa publication, d'un recours gracieux auprès de son auteur, ou bien d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lyon. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr. En cas de recours gracieux, le délai du recours contentieux sera prorogé de deux mois à compter de la décision de rejet de l'administration, le silence gardé pendant deux mois suivant le recours gracieux emportant le rejet de cette demande.

Article 5 : Exécution de la présente décision

La secrétaire générale pour les affaires régionales de la région Auvergne-Rhône-Alpes, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, délégué de bassin Rhône-Méditerranée, les préfets des départements concernés du bassin Rhône-Méditerranée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont une copie sera adressée pour information au directeur de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
Le directeur régional adjoint

Yannick MATHIEU